



Le CUP-Ge salue l'adoption avec 57 oui contre 12 non et 18 abstentions de la motion M 2996 lors de la séance du soir de vendredi 1er mars du Grand Conseil de la République et Canton de Genève.

La motion adoptée reprend très largement les demandes formulées dans la pétition lancée par le CUP-Ge une semaine auparavant et déposée la veille munie d'environ 5599 signatures (598 sur papier et environ 5001 électroniques récoltées avec Campax). Le Grand Conseil a renvoyé pour traitement cette pétition P 2201 à sa commission des pétitions.

La motion adoptée hier invite le Conseil d'Etat

- à intervenir auprès de la Confédération pour que la Suisse agisse avec tous les moyens politiques, diplomatiques, économiques et humanitaires à sa disposition afin de :

- favoriser un cessez-le feu immédiat ;

- déployer toute autre mesure contribuant à prévenir les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité de ce conflit armé ;

- oeuvrer à la libération de toutes et tous les otages de ce terrible conflit

- à prendre toutes les mesures nécessaires pour contribuer, si possible en collaboration avec la Confédération, à l'acheminement urgent et massif d'aide humanitaire et médicale à Gaza ;

- à contribuer et faciliter toutes les démarches administratives, logistiques, financières et médicales pour l'accueil et le traitement dans des hôpitaux genevois et suisses des victimes de la guerre à Gaza et de leurs accompagnantes et accompagnants ;

L'adoption de la motion M 2996 ainsi que le traitement de la pétition P 2201 par le Grand Conseil genevois encouragent le CUP-Ge à se mobiliser encore davantage avec le concours de la société civile, des organisations et des partis politiques mobilisés à Genève et en Suisse, pour la réalisation des actions politiques et humanitaires urgentes pour faire cesser une guerre aux conséquences effroyables pour les palestiniens de Gaza.

Nous invitons d'autres cantons à se joindre aux démarches dans ce sens adoptées par les Grands Conseils des Républiques et Cantons du Jura et de Genève et à porter ces démarches à Berne, aux autorités de la Confédération suisse.

Pour le CUP-Ge il est grand temps que la Suisse s'engage résolument et avec une priorité absolue pour le cessez-le-feu immédiat et pour remettre l'application du droit international et le travail des agences onusiennes au centre des priorités. La Suisse doit débloquer immédiatement ses subventions à l'UNWRA pour prévenir le crime de génocide et arrêter la catastrophe humanitaire à Gaza, comme le demandent l'ONU, toutes les agences humanitaires ainsi que les arrêts de la Cour Internationale de Justice.

Pour le CUP-Genève
Tobia Schnebli